



CHAPITRE 75

Loi modifiant la charte de la cité de
Shawinigan Falls

[Sanctionnée le 2 février 1956]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de ses contribuables et nécessaire pour sa bonne administration que sa charte, contenue dans les lois 8 Edouard VII, chapitre 95; 4 George V, chapitre 85; 8 George V, chapitre 93; 11 George V, chapitre 120; 23 George V, chapitre 128; 4 George VI, chapitre 86; 8 George VI, chapitre 56; 14 George VI, chapitre 91; 14-15 George VI, chapitre 77; 1-2 Elisabeth II, chapitre 69; 3-4 Elisabeth II, chapitre 57, soit modifiée afin de pourvoir à la construction, l'entretien et la location de bâtisses par la cité pour des fins industrielles; à la location de locaux dans l'édifice de l'hôtel de ville, les marchés, les parcs et le garage municipal; à rendre applicables à la cité la Loi concernant la destitution de certains officiers municipaux, chapitre 235 Statuts refondus, 1941; aux émoluments du maire et des échevins; à la réglementation de la circulation et de la sécurité publique dans les rues et chemins de la cité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à cette demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Immeuble
pour fins

1. Subordonnement à l'approbation de la Commission municipale de Québec et

CHAPTER 75

An Act to amend the charter of the city
of Shawinigan Falls

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Preamble.

WHEREAS the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, has, by its petition, represented that it is in the interest of its ratepayers and necessary for its good administration that its charter, contained in the acts 8 Edward VII, chapter 95; 4 George V, chapter 85; 8 George V, chapter 93; 11 George V, chapter 120; 23 George V, chapter 128; 4 George VI, chapter 86; 8 George VI, chapter 56; 14 George VI, chapter 91; 14-15 George VI, chapter 77; 1-2 Elizabeth II, chapter 69 and 3-4 Elizabeth II, chapter 57, be amended in order to provide for the construction, maintenance and renting of buildings by the city for industrial purposes; the renting of premises in the city hall, markets, parks and municipal garage; to render applicable to the city the Municipal Officers Dismissal Act, chapter 235, Revised Statutes, 1941; for the salaries of the mayor and the aldermen; for the regulation of traffic and public security in the streets and the roads of the city;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Immove-
able for

municipales ou industrielles.

du ministre des affaires municipales, notwithstanding toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut par règlement:

a) emprunter et/ou dépenser une somme ne devant pas excéder trois cent mille dollars pour acquérir, construire, améliorer, et entretenir en totalité ou en partie, un ou des immeubles pour servir, entièrement ou partiellement, à des fins municipales ou industrielles;

b) vendre ou louer tout immeuble visé par le paragraphe a à des conditions raisonnables et justes, à toute personne, société ou corporation, dont les opérations industrielles devront être profitables à la cité de Shawinigan Falls et à sa population;

c) pour les fins susdites, la cité est autorisée à contracter un emprunt dont le total n'excèdera pas trois cent mille dollars sans autre formalité que l'adoption par le conseil d'un règlement à cet effet et son approbation par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec.

Minister of Municipal Affairs, notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law:

a. borrow and / or spend a sum not to exceed three hundred thousands dollars to acquire, construct, improve and maintain, in whole or in part, one or more immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes;

b. sell or rent any immoveable contemplated in paragraph a, upon reasonable and fair conditions, to any person, firm or corporation whose industrial activities will be advantageous to the city of Shawinigan Falls and its inhabitants;

c. for the aforesaid purposes the city is authorized to contract a loan the total amount of which shall not exceed three hundred thousand dollars, without other formality than the passing by the council of a by-law to that effect and its approval by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

Location de locaux.

2. La cité a et a toujours eu le pouvoir de louer des locaux dans l'édifice de l'hôtel de ville, dans les marchés publics, dans le garage municipal et dans les parcs à tout individu, société, corporation, ou gouvernement pour des fins professionnelles, commerciales, industrielles, sociales, administratives.

2. The city has and has always had the power to rent premises in the city hall building, in public markets, in the municipal garage and in parks to individuals, societies, corporations or to the Government, for professional, commercial, industrial, social and administrative purposes.

S.R., c. 235, a. 2, am. pour la cité.

3. Le paragraphe 3° de l'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 235), est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"officier municipal".

"3° Les mots "officier municipal" désignent l'auditeur ou vérificateur d'une municipalité au sens de la présente loi, le directeur de la police d'une telle municipalité ou la personne qui remplit dans la municipalité des fonctions analogues et le trésorier.

Application.

Ladite loi, telle que modifiée pour la cité par la présente loi est applicable à la cité de Shawinigan Falls."

3. Paragraph 3 of section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 235), is replaced, for the city, by the following:

"3. The words "municipal officer" mean the auditor (*vérificateur*) of a municipality, within the meaning of this act and the director of police of such a municipality, or the person performing similar duties in the municipality and the treasurer."

The said act, as amended by this act, shall be applicable to the city of Shawinigan Falls."

S.R., c. 233, a. 64, remp. pour la cité.

4. L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), remplacé par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 77, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

4. Section 64 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), replaced by section 4 of the act 14-15 George VI, chapter 77, is again replaced, for the city, by the following:

municipal or industrial purposes.

Rent of premises.

R.S., c. 235, s. 2, am. for city.

"municipal officer".

Application.

R.S., c. 233, s. 64, replaced for city.

Indemnité
au maire
et aux
échevins.

"64. A compter du premier janvier 1956, le maire recevra comme indemnité une somme annuelle de quatre mille cinq cents dollars et chacun des échevins, une somme annuelle de mille cinq cents dollars, dont mille cinq cents dollars quant au maire, et cinq cents dollars quant aux échevins, à titre de dépenses inhérentes à leurs charges respectives; en plus, le maire et les échevins pourront, sur résolution du conseil, être remboursés à même les fonds généraux de la cité, des frais de voyage et de représentation faits dans l'intérêt de la cité."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié, pour la cité, par l'article 9 de la loi 3-4 Elisabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

Circula-
tion.

"11°a Pour interrompre la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on y exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

Véhicules
station-
nés.

"11°b Pour enlever, remorquer, tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

6. L'article 429 de la Loi des cités et villes, modifié pour la cité, par l'article 9 de la loi 3-4 Elisabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 31°, le paragraphe suivant:

Billet
d'assi-
gnation.

"31°a Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, en délivrer copie au conducteur du véhicule, ou la placer sur une partie apparente de la voiture, et en remettre l'original au département de la circulation de la cité.

Paie-
ment.

Tout délinquant qui satisfera audit billet dans le délai qui lui sera imparti en

"64. From and after the first of January, 1956, the mayor shall receive as indemnity, an annual sum of four thousand five hundred dollars and each alderman an annual sum of one thousand five hundred dollars, of which sums one thousand five hundred dollars as to the mayor, and five hundred dollars as to the aldermen, shall be for expenses in connection with their respective offices; in addition the mayor and the aldermen may, upon a resolution of the council, be reimbursed out of the general fund of the city, for travelling and entertainment expenses incurred in the interest of the city."

Indem-
nity to
mayor
and to
aldermen.

5. Section 429 of the Cities and Towns Act, amended for the city, by section 9 of the act 3-4 Elisabeth II, chapter 57, is again amended, for the city, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"11a. To interrupt traffic in the streets of the city, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Traffic.

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

Parked
vehicles.

6. Section 429 of the Cities and Towns Act, amended for the city, by section 9 of the act 3-4 Elisabeth II, chapter 57, is again amended, for the city, by adding after paragraph 31, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"31a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver a copy thereof to the driver of the vehicle or deposit it in a conspicuous place on the vehicle and bring the original thereof to the city traffic department.

Notice of
summons.

Any offender who complies with the said notice within the delay therein

Payment.

versant au département de la circulation une somme de deux dollars (\$2.00), sera libéré quant à lui de la pénalité attachée à cette infraction.

Procé-
dures.

Au cas d'inaction la cité procédera suivant la loi. Les sommes déjà perçues par la cité suivant le mode de perception des amendes sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la cité.

7. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 429, le suivant:

Proprié-
taire
d'auto
respon-
sable.

"**429a.** Le propriétaire d'un véhicule automobile doit être tenu responsable de toute contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique commise avec ce véhicule automobile.

Tierce
personne.

Cependant, si au moment où une telle contravention est commise auxdits règlements, le véhicule est conduit par ou est sous la garde d'une personne autre que le propriétaire, le propriétaire et cette tierce personne sont tous deux personnellement sujets à condamnation pour cette contravention, et le tribunal peut, à sa discrétion, condamner à la pénalité l'un ou l'autre des deux ou les deux à la fois, suivant les circonstances."

Résolu-
tion va-
lidée.

8. Nonobstant toute disposition législative inconciliable,

a) la résolution adoptée par le conseil de la cité le 7 novembre 1955 modifiant le règlement d'emprunt numéro 420 du 20 mars 1940, ratifié et validé par l'article 4 du chapitre 86 de la loi 4 George VI, est déclarée valide et légale;

Certificat.

b) le ministre des affaires municipales est autorisé à donner sur les obligations émises en vertu du règlement 420 du 20 mars 1940, modifié par une résolution du 7 novembre 1955, un certificat en attestant la validité, tout comme si ladite résolution avait été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou le ministre des affaires municipales.

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

allowed, by paying at the traffic department a sum of two dollars, (\$2.00) shall be freed of his personal liability to the penalty provided for such infraction.

If nothing is done the city shall proceed according to law. The sums already collected by the city according to this mode of collection of fines are declared to have been legally collected and the city is authorized to retain the same."

Proceed-
ings.

7. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for city.

"**429a.** The owner of a motor-vehicle shall be held responsible of any violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, committed with such motor-vehicle.

Auto
owner
respons-
ible.

However, if at the time such violation is committed against the said by-laws the vehicle is driven by or in the care of another person than the owner, the owner and such third person shall both be personally liable to condemnation for such violation and the court may in its discretion, condemn either or both to the penalty, according to the circumstances."

Third
person.

8. Notwithstanding any inconsistent legislative provision,

a. the resolution adopted by the council of the city on the 7th of November, 1955, amending loan by-law number 420 of the 20th of March, 1940, and ratified and validated by section 4 of the act 4 George VI, chapter 86, is declared valid and legal;

Resolu-
tion vali-
dated.

b. the Minister of Municipal Affairs is authorized to give on the debentures issued under by-law 420 of the 20th of March, 1940, amended by a resolution of the 7th of November, 1955, a certificate vouching the validity thereof, as if the said resolution had been approved by the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Municipal Affairs.

Certifi-
cate.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.